

Satisfaire les besoins prioritaires: un changement radical pour les donateurs de la République Démocratique du Congo 2006

13 février 2006

Résumé

La république démocratique du Congo (RDC) est arrivée à un point critique de son histoire. Alors que les prochaines élections ouvrent au pays de nouvelles possibilités, il doit également faire face à un regain de tensions, et au moins 42 millions de personnes continuent d'endurer une pauvreté et des souffrances épouvantables.

Le Plan d'Action Humanitaire pour la RDC préparé par les Nations Unies représente un tournant dans le financement des appels humanitaires, car il met l'accent sur le recentrage du financement sur les besoins prioritaires. La demande de presque 700 millions de dollars en aide humanitaire – trois fois le montant sollicité l'année dernière – est le sujet d'une conférence des donateurs qui se déroulera à Bruxelles le 13 février 2006. Le montant de l'appel est le résultat d'une évaluation plus globale des besoins, à laquelle tous les acteurs humanitaires en RDC ont pleinement participé (les donateurs basés sur le terrain, les agences des Nations Unies et la communauté des ONG), et qui a porté sur le pays tout entier plutôt que sur des régions particulières.

Oxfam demande aux donateurs de ne pas décevoir le peuple de la RDC ou de freiner l'élan qui motive ce plan en lui opposant une réponse apathique de routine. Ils doivent à la place relever l'enjeu et répondre aux besoins

réels de la RDC, dont la crise et la période de transition ont atteint un point critique.

Hormis leurs importantes contributions bilatérales, les donateurs doivent répondre au Plan d'Action Humanitaire en allouant une somme correspondant à une 'part équitable' déterminée par leur Revenu National Brut (RNB) – voir l'Annexe 1. Cela voudra dire que même les donateurs qui se sont montrés généreux en 2005 (la Belgique, la Suède, le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, l'Irlande et la Finlande) devront procéder à une majoration de leurs contributions de 2005 d'au moins 100 pour cent, comparable au triplement du montant de l'appel. Les donateurs qui jusqu'ici ont contribué modestement à la RDC ou qui ne financent pas traditionnellement ce pays (comme l'Australie, l'Autriche, la Grèce, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, le Danemark, et le Luxembourg), et dont les contributions ont toutes été inférieures en 2005 à la part qu'ils auraient dû payer, devront les augmenter de manière beaucoup plus substantielle pour assumer une part du fardeau constitué par l'une des plus lourdes tâches auxquelles est confrontée aujourd'hui la communauté humanitaire. Parmi les donateurs qui ont contribué, que ce soit plus régulièrement ou plus largement, mais dont les contributions se situent bien au-dessous de leur part équitable respective, Oxfam cite six pays en particulier – les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni, la France et l'Italie – qui devraient tous multiplier leurs contributions de trois à cinq fois plus, pour atteindre au moins leur 'part équitable' dans le Plan d'Action Humanitaire de 2006. Enfin, nous demandons également aux donateurs multilatéraux qui sont exclus de l'analyse des parts équitables basée sur le RNB, d'augmenter leurs contributions, entre autre l'Union Européenne qui a réduit ses contributions à ECHO et aux appels des Nations Unies en 2004.

Pourquoi le Plan d'Action Humanitaire mérite d'être soutenu par les donateurs

Les investissements actuels de la communauté internationale dans le processus électoral ne se sont pas accompagnés de l'investissement qu'il est indispensable de faire parallèlement dans les efforts humanitaires et de reconstruction, ou dans une réforme du secteur de la sécurité. Il est important de réaliser que les élections - bien qu'elles soient d'une importance capitale pour la constitution d'un gouvernement civil en RDC - ne pourront pas à elles seules dénouer les tensions ou faciliter le développement dans le pays.

Le Plan d'Action Humanitaire de 2006 représente pour les donateurs un changement radical de formule pour répondre aux besoins de la RDC. Il représente une nouvelle approche à l'égard de la coordination et du financement des interventions humanitaires et des mesures transitionnelles, sous la férule des Nations Unies, mais validée au travers d'une consultation nationale avec les différentes parties prenantes, telles que les autorités nationales, les donateurs, et la communauté des ONG. Oxfam est convaincu que ce plan représente un tournant pour les Nations Unies quant à la qualité et la quantité d'aide au développement dévolues à la RDC, qui présente aux donateurs le défi de devoir modifier leurs réponses de la même manière.

- **Quantité:** la section humanitaire du Plan d'Action 2006 sollicite 681.6 millions de dollars – trois fois le montant de l'appel des Nations Unies des années précédentes. Oxfam est convaincu que cette demande reflète plus fidèlement les immenses besoins humanitaires de la RDC.
- **Qualité:** conformément aux principes de l'initiative prise en 2003, du Good Humanitarian Donorship (GHD), le Plan d'Action Humanitaire de 2006 prévoit une stratégie nationale pour la coordination, la mise en oeuvre, et la surveillance de l'action humanitaire.
 - Le Plan d'Action Humanitaire de 2006 aborde les besoins prioritaires multisectoriels dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire ne limite pas les interventions aux régions de l'Est du pays, évitant ainsi la création de zones dites 'oubliées'.
 - Le Plan d'Action Humanitaire 2006 contient un mécanisme de financement flexible, appelé 'Pooled Fund', géré par le Coordinateur Humanitaire. Les projets prioritaires qui ne sont pas financés seront soumis au Pooled Fund, et auront donc une meilleure chance d'être financés au moment opportun.
 - Conformément au principe du GHD 'd'associer aux actions de secours des mesures de développement', le Plan d'Action Humanitaire 2006 intègre des projets humanitaires et des programmes transitionnels à un cadre stratégique. Ce principe est menacé par l'accent exclusivement placé par la conférence des donateurs sur les besoins humanitaires, mais Oxfam maintient catégoriquement que ces liens devront être établis lors d'une prochaine conférence des donateurs.

Le coût humain du conflit– les faits

La crise qui sévit actuellement en RDC est un legs de l'ère coloniale, trois décennies de mauvaise gestion qui se sont accumulées sous l'ancien président Mobutu, et sept années de conflit. Les récentes estimations font état de 3.9 millions de morts depuis 1998, le résultat direct et indirect des conséquences de ce conflit.¹ Il y a actuellement 1.4 à 1.6 million de personnes déplacées,² et 1.3 million de personnes dites 'retournées' qui nécessitent une assistance pour reconstruire leur vie.

L'augmentation des taux de mortalité et de morbidité

La détérioration des services sociaux (en particulier des services de santé) a conduit à la réapparition de pathologies sous forme endémique et épidémique, et d'une recrudescence sans précédent des taux de morbidité imputables à des maladies courantes, tandis que la pratique du viol et de l'esclavage sexuel dans les régions où sévit le conflit a contribué à une rapide progression du VIH/SIDA, bien qu'elle n'ait été à ce jour documentée que de manière anecdotique.

Un accès limité aux denrées alimentaires dans les régions affectées par le conflit a créé une situation d'insécurité alimentaire généralisée et des zones de malnutrition sévère. On estime que 75 pour cent de la population– soit plus de 42 millions de personnes – se trouvent actuellement dans une situation alimentaire précarisée, tandis que le Ministère de la Santé Publique

du Congo chiffre à 16 pour cent le taux de malnutrition sévère parmi la population.³

Un rapport de Médecins Sans Frontières, publié en octobre 2005, indique: 'La RDC détient un triste record mondial quant aux taux de mortalité maternelle et infantile, avec 1.289 décès pour 100.000 naissances vivantes, ce qui représentent une perte chaque année de 585.000 enfants. Les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans s'élèvent à environ 213 décès pour 1000 naissances vivantes. Cela veut dire qu'un nouveau-né sur cinq au Congo ne verra pas son cinquième anniversaire. Trente pour cent de ces décès sont imputables au paludisme, qui coûte chaque année la vie à 300.000 enfants. Plus de 80 pour cent des Congolais survivent avec l'équivalent de \$0.30 (US dollars) par jour.'⁴ L'espérance de vie à la naissance en RDC est de 42 ans.

Une insécurité toujours présente– qui exacerbe le coût humain

En 2006, le conflit continue à faire des victimes en RDC malgré les espoirs de paix offerts par l'Accord Global et Inclusif de 2003. Bien que les principaux belligérants aient formé un gouvernement en 2003, les causes sous-jacentes de la guerre n'ont pas été traitées de manière adéquate. Toutes les anciennes factions belligérantes ont maintenu des structures parallèles de commande dans l'armée, l'administration et dans les services secrets. Un facteur qui a freiné les progrès de l'unification nationale, entre autre l'intégration de l'armée, et qui a interrompu le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

Une RDC pacifique est cruciale à la stabilité régionale: C'est le deuxième plus grand pays d'Afrique, qui compte le troisième plus grand nombre d'habitants, et qui partage ses frontières avec neuf autres pays. Les tensions continuent toutefois en 2006, avec des poches de violence et de troubles dans l'est du pays, notamment en Ituri, dans les Kivus et au Nord du Katanga. Il n'y a pas si longtemps, le 18 janvier 2006, des miliciens loyaux à Laurent Nkunda – un ancien officier de l'armée congolaise accusé de crimes de guerres – ont attaqué et occupé plusieurs localités autour de la ville de Rutshuru (Nord Kivu), mettant en déroute la 5^{ème} brigade de l'armée nationale nouvellement intégrée. Les affrontements continuels ont déjà déplacé des milliers de civils : entre autres ceux qui se sont réfugiés en Ouganda.

La question des armes

Il y a également une autre facette à la souffrance de la RDC: le coût humain du commerce des armes. Le travail d'Oxfam lui a permis de comprendre l'impact que le commerce incontrôlé des armes et les violations routinières des embargos des Nations Unies avait sur la population de la RDC.

Encadré 1: Le récit de Nathalie

Nathalie a raconté son histoire à Oxfam de son lit d'hôpital. Elle était chez elle avec sa famille le soir du 12 novembre 2005 quand quatre hommes ont fait irruption et ont tiré sur son mari sous ses yeux. ' Ils ... ont visé la bouche, la poitrine, et le flanc. J'étais à ses côtés. Il est mort sur le coup ... j'ai attrapé mon bébé et je suis sortie de la maison en courant. Comme je continuais à courir, ils ont recommencé à tirer et j'ai été touchée.' La balle l'a atteinte au fessier, sur le côté et a lacéré une partie de l'anus en sortant.

'Je ne pouvais pas courir vite et je ne pouvais pas sentir la balle, mais j'ai continué à courir pour me réfugier dans la forêt. J'y suis restée de huit heures du soir à six heures du matin. Pendant tout ce temps, mon bébé n'a pas arrêté de pleurer, mais il n'était pas blessé. J'avais tellement mal que je ne pouvais plus me mettre debout. Je perdais beaucoup de sang. Des villageois m'ont trouvée au matin et m'ont amenée ici. Parce qu'il n'y a pas de bons services locaux, ses voisins ont fabriqué une chaise pour la transporter et ont parcouru les 32 kilomètres de mauvais chemins qui les séparaient de l'hôpital le plus proche. A son arrivée, ses plaies étaient déjà infectées et elle était devenue incontinente.

La campagne mondiale d'Oxfam pour un plus strict contrôle des armes, menée conjointement avec Amnistie Internationale et IANSA, a recueilli les témoignages d'autres victimes en RDC, comme Béatrice et Claire qui ont assisté à l'assassinat de leurs parents et sont toujours traumatisées et Benjamin qui a du sang sur les mains après avoir été un enfant soldat. Ces récits donnent une idée du sort des centaines de milliers de civils congolais dont les vies ont été dévastées par la prolifération des armes. Depuis 1998, 85 pour cent des habitants résidant à proximité des premières lignes ont été affectés par la violence.⁵

La nécessité d'offrir une protection durable aux civils

La protection des civils exige des services de sécurité responsables, qui ne menacent pas les civils, mais qui au contraire les protègent, et qui se démarquent clairement des armées irrégulières, qui devraient être traduites en justice. Les fonds sont insuffisants pour financer la réforme actuelle de l'armée et les plans d'intégration qui ne sont pas soutenus par un engagement politique national et international. Oxfam craint que les brigades intégrées de l'armée nationale congolaise ne soient pas capables d'offrir la protection nécessaire à la population civile pendant la période préélectorale.

L'instauration d'une paix à long terme en RDC dépend de bons programmes de réinsertion pour les anciens combattants. L'approche actuelle à l'égard de la réinsertion envisage seulement la démobilisation immédiate et la rémunération des combattants armés pendant les douze mois que devrait durer leur réinsertion, mais il lui manque la vision d'un redressement social durable.

L'indifférence démontrée par les donateurs à l'égard des appels passés des Nations Unies

La communauté internationale a lourdement investi dans le processus électoral en RDC. Les donateurs ont mobilisé les 450 millions de dollars nécessaires aux élections de 2006, dont 180 millions ont été fournis par le principal donateur, l'Union Européenne. Initialement prévu en juin 2005, le premier tour des élections législatives nationales a été renvoyé au 29 avril 2006.

Par contraste, bien que plusieurs donateurs aient substantiellement augmenté leur financement, la réponse globale de la communauté internationale aux appels humanitaires relativement modestes de ces dernières années a été plutôt terne. Le plan présenté par les Nations Unies

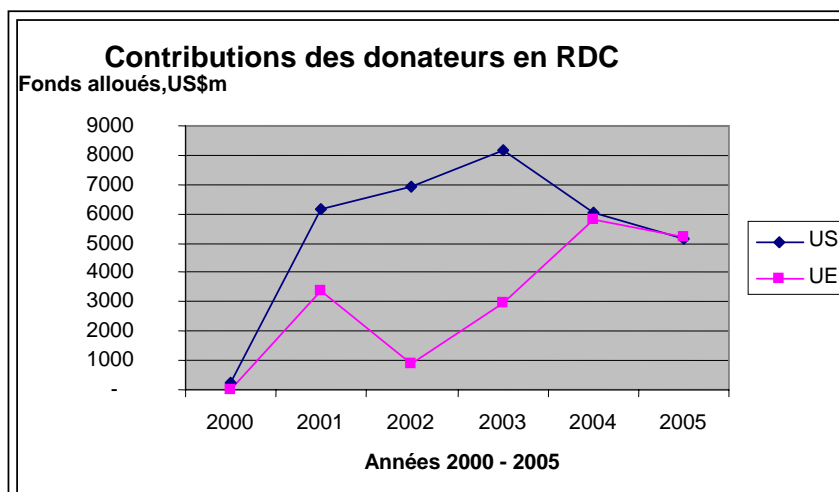
cette année brosse un tableau plus fidèle des besoins qui doivent maintenant être satisfaits.

Tableau 1: Réponse aux Appels Consolidés des Nations Unies (CAP) pour la RDC ces cinq dernières années

<i>Année de l'Appel</i>	<i>Montant total sollicité</i>	<i>Contributions des donateurs en pourcentage</i>
2001	\$122m	67%
2002	\$202m	49%
2003	\$229m	47%
2004	\$136m	73%
2005	\$220m	62%
2006	\$680m	?

Comme le montre le Tableau 1, aucun appel humanitaire en RDC n'a été financé à plus du trois-quarts des fonds sollicités, et 162 millions de dollars représente le maximum en pourcentage. Par contraste, les donateurs ont promis 1.1 milliard de dollars en réponse à l'appel pour le tsunami, c'est-à-dire 85 pour cent des fonds sollicités, et 320 millions de dollars pour celui du tremblement de terre en Asie du Sud (bien que ce chiffre ne représente que 58 pour cent des fonds sollicités par les Nations Unies, et que presque 700 millions de dollars aient été mobilisés par des mécanismes autres que l'appel).

Figure 1: Donations des Etats-Unis et de l'Union Européenne– les six dernières années



Source: OCHA, Financial Tracking Service, <http://www.reliefweb.int/fts>

Comme le montre la Figure 1, les deux grands donateurs humanitaires de la RDC, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont réduit le montant total de leur assistance humanitaire ces dernières années. Oxfam demande un retournement de situation en 2006.

Les donateurs qui se sont montrés généreux en 2005 (la Belgique, la Suède, le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, l'Irlande et la Finlande), devront, pour garantir le financement complet du Plan d'Action Humanitaire de 2006, augmenter leurs contributions de 2005 d'au moins 100 pour cent (voir Annexe 2 - Appels Consolidés des Nations Unies pour la RDC en 2005).

Il faudra également que les donateurs qui ne financent pas traditionnellement la RDC (comme l’Australie, l’Autriche, la Grèce, l’Espagne, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, et le Luxembourg) contribuent pour assumer une part du fardeau constitué par l’une des plus lourdes tâches auxquelles est confrontée aujourd’hui la communauté humanitaire. Comme le montre le Tableau 2, ces pays n’ont rien contribué à la RDC, ou ils l’ont fait irrégulièrement ou modestement ces cinq dernières années.

Table 2: Montant total de l’Assistance Humanitaire par donateur 2000-2005

	2000 \$million	2001 \$million	2002 \$million	2003 \$million	2004 \$million	2005 \$million
Australie	-	-	-	0,02	-	0,06
Autriche	-	0,03	0,01	-	-	-
Belgique	4,64	6,77	3,73	4,97	13,92	11,36
Canada	1,77	3,41	5,12	6,30	10,58	11,81
Danemark	2,68	0,36	1,60	1,49	2,60	4,27
Finlande	0,48	1,25	0,52	1,04	2,92	2,97
France	-	0,21	0,03	-	1,56	2,08
Allemagne	1,86	5,36	4,53	1,51	7,93	19,22
Grèce	-	-	-	-	-	-
Irlande	0,34	1,08	1,26	1,27	2,63	3,75
Italie	0,42	1,34	1,30	2,23	2,86	3,25
Japon	-	5,76	3,95	7,27	5,62	9,78
Luxembourg	-	-	0,59	-	0,53	0,21
Pays-Bas	3,54	5,86	6,61	7,60	7,68	11,15
Nouvelle-Zélande	-	-	-	0,29	0,05	0,18
Norvège	2,64	1,42	0,54	6,10	3,12	5,28
Portugal	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	4,17
Suède	3,60	5,53	5,56	6,95	7,87	12,18
Suisse	0,21	3,42	1,25	2,51	1,21	3,77
Royaume Uni	2,25	6,92	6,43	13,48	16,83	22,48
Etats-Unis	2,36	61,35	69,17	81,95	60,18	51,60
Union Européenne	-	33,56	8,65	29,74	58,29	52,10

Source: OCHA, Financial Tracking Service, <http://www.reliefweb.int/fts>

Oxfam est convaincu que la contribution des donateurs devrait constituer une ‘part équitable’ basée sur leur revenu national brut (RNB). L’analyse d’Oxfam montre que six pays en particulier – les Etats-Unis, le Japon, l’Allemagne, le Royaume Uni, la France, et l’Italie – devraient majorer leurs contributions pour financer leur ‘part équitable’ dans le Plan d’Action Humanitaire de 2006. (Voir Annexe 1: Plan d’Action Humanitaire en RDC en 2006 – Analyse de parts équitables).

Les ambitions de la communauté internationale ne devraient pas se borner à assurer le succès des élections en 2006, mais devraient aider les millions de gens qui ont besoin de l’appui des services de base pour rentrer chez eux, et elle devrait également chercher à réduire l’incidence des maladies évitables. Les donateurs devraient s’efforcer de contribuer de telle façon à ce que les gens pris dans l’état des affrontements ne meurent pas abandonnés. Par l’entremise de l’initiative du Good Humanitarian Donorship, les gouvernements donateurs se sont engagés à répondre aux

besoins humanitaires. Le Plan d'Action Humanitaire de 2006 leur offre une chance de remédier à leur négligence passée.

L'expérience d'Oxfam avec les communautés affectées

Oxfam travaille en RDC depuis les années 1960. Les membres d'Oxfam appuient des activités dans huit provinces: la Province Orientale (Ituri, Haut Uélé); le Nord Kivu; le Sud Kivu; Maniema; le Bas Congo; Bandundu; Equateur; et Kinshasa.

Dans l'est de la RDC, nous fournissons des secours en urgence - entre autres l'approvisionnement en eau, les services d'assainissement et la promotion de l'hygiène - à plus de 300.000 personnes déplacées. Nous travaillons à l'échelle nationale, grâce à nos programmes de longue durée dans le secteur de l'éducation, des moyens d'existence, du dialogue intercommunautaire et de la réconciliation, de la participation sociale et politique, de la réintégration des réfugiés et de la réinsertion des anciens combattants.

Encadré 2: les expériences d'Oxfam des interventions humanitaires dans l'Est de la RDC

Ituri

Le petit Moïse vit avec sa mère et ses cinq frères et soeurs dans ce qu'il reste du Camp Aéro de Bunia. Il vit au Camp Aéro depuis que de violents affrontements ethniques en 2003 ont forcé des milliers de personnes à se réfugier en bordure d'une base militaire des Nations Unies pour y trouver la sécurité. Au plus fort de la crise, il y avait 20.000 personnes dans le camp. Moïse a eu de la chance: situé à moins de 5km du centre ville de Bunia, le Camp Aéro était facilement accessible aux travailleurs humanitaires. La communauté humanitaire et les représentants du camp locaux ont organisé ensemble les différents aspects de la vie du camp. Moïse a reçu une éducation dans l'école qui a été construite près du camp. Les soins médicaux étaient dispensés par l'hôpital de Médecins Sans Frontières situé à proximité. L'approvisionnement en eau potable et les services d'assainissement du camp étaient assurés par Oxfam. Les autres agences d'aide ont fourni les rations alimentaires et les bâches de plastic pour se protéger de la pluie. Avec le retour de la sécurité dans la ville de Bunia et ses alentours grâce à la présence des gardiens de la paix internationaux, les habitants du camp commencent à réintégrer leurs villages.

Nord Kivu

Oxfam travaille dans la région de Beni depuis plus de deux ans, et assiste plus de 40.000 personnes, principalement des personnes déplacées sur le plan interne de longue date, que les affrontements en Ituri ont poussé à s'enfuir. Pour la plupart, l'insécurité persistante est un obstacle à leur retour. Le financement de l'assistance pour la majorité des sites d'IPD sur les axes Beni-Erengeti, près de la frontière entre l'Ouganda et la RDC a pris fin en août 2005. Le retrait progressif de cette assistance a été mal préparé : alors que la distribution des rations alimentaires a perduré jusqu'en juillet, aucune stratégie de survie n'a été élaborée pour aider ces personnes déplacées à faire la jointure après le retrait de l'assistance. Plus de 20.000 personnes résident toujours dans cette région, sans le financement qui leur permettrait de rentrer chez eux, ou de réhabiliter les habitations pillées et les fermes détruites.

Ce déficit financier a des conséquences malencontreuses. Pris au piège des sites d'IDP sans assistance ou accès à la terre, les personnes déplacées ont recours à des mécanismes de survie comme le travail manuel, le petit commerce ou la prostitution. A Oicha, une ville avoisinante, les femmes se prostituent pour

\$1, ou pour une assiette de nourriture. Des rapports sexuels sans préservatifs se marchandent pour une pitance de \$2.

Recommandations

Le financement humanitaire doit être basé sur les besoins réels

Les donateurs doivent dégager des ressources suffisantes (en argent et en nature) pour la RDC en vue de résoudre cette crise humanitaire qui se poursuit:

Les donateurs devraient s'engager à financer la totalité des fonds sollicités par le Plan d'Action Humanitaire 2006. Ils doivent s'engager pendant la conférence à financer la moitié des 700 millions de dollars sollicités et le reste d'ici juin 2006.

- L'analyse 'des parts équitables' pour les Appels Consolidés en 2005 a montré que les contributions de la Belgique, la Suède, le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, l'Irlande et la Finlande avaient excédé ce qui constituait leur part équitable. Ces généreux donateurs doivent augmenter au moins de 100 pour cent leurs contributions de 2005, pour refléter le triplement du montant de l'appel.
- Les donateurs qui ne financent pas traditionnellement la RDC doivent également s'impliquer pour assumer une part du fardeau d'une des situations de crise humanitaire les plus aiguës dans le monde- l'Australie, l'Autriche, la Grèce, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne, le Portugal, et le Luxembourg doivent intervenir en vue d'assumer leur part équitable.
- Oxfam interpelle en particulier les Top six états pour leur demander de payer ce qui constitue leur part équitable dans le Plan d'Action Humanitaire 2006: les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni, la France, et l'Italie.
- Les donateurs doivent s'engager à fixer la date d'une conférence de suivi, en vue de mobiliser les 300 millions de dollars qui financeront les activités transitionnelles mentionnées par le Plan d'Action Humanitaire. Cette conférence devrait se dérouler juste avant les élections; Sinon il est probable qu'après les élections, ces besoins seront dilués par l'importance des autres processus de planification comme la rencontre du Groupe Consultatif qui se déroulera pendant le deuxième semestre de 2006.

Annexe 1

Ce que les donateurs devraient payer à la RDC, basé sur leur revenu national brut (RNB)

PLAN D'ACTION HUMANITAIRE POUR LE RDC EN 2006 – ANALYSE DES PARTS ÉQUITABLES

Donateur	RNB des Donateurs, 2004, (\$trillion)	% de tous les RNB des donateurs	Part équitable du financement (\$million) *
Australie	0.54	1.80	12.27
Autriche	0.26	0.87	5.94
Belgique	0.32	1.07	7.32
Canada	0.91	3.01	20.54
Danemark	0.22	0.73	4.98
Finlande	0.17	0.57	3.88
France	1.86	6.18	42.15
Allemagne	2.49	8.28	56.44
Grèce	0.18	0.61	4.17
Irlande	0.14	0.46	3.12
Italie	1.50	5.00	34.09
Japon	4.75	5.79	107.71
Luxembourg	0.03	0.08	0.57
Pays-Bas	0.52	1.71	11.68
Nouvelle-Zélande	0.08	0.27	1.87
Norvège	0.24	0.79	5.41
Portugal	0.15	0.50	3.40
Espagne	0.88	2.91	19.86
Suède	0.32	1.07	7.29
Suisse	0.36	1.18	8.07
Royaume Uni	2.02	6.70	45.72
Etats-Unis	12.15	40.40	275.53
	30.08	100.00	682.00

* La colonne 3 montre le montant que devrait débloquer chaque donateur en fonction de son revenu national brut, en millions de dollars. L'Australie devrait donc donner 12 millions de dollars, l'Autriche 6 millions de dollars etc. du montant total de l'appel de \$682 millions de dollars. Si les donateurs étaient classés selon leur revenu national, les premiers cités étant les plus généreux, l'ordre serait le suivant: les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni, la France, l'Italie, le Canada, l'Espagne, l'Australie, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, la Suède, l'Autriche, la Norvège, le Danemark, la Grèce, le Portugal, la Finlande, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Luxembourg.

Annexe 2

Appels Consolidés des Nations Unies pour la RDC en 2005

Donateur	RNB des donateurs, 2004, (\$trillion)	% de tous les RNB des donateurs	Part équitable du financement (\$million)	Financement actuel accordé (\$million)	Part actuelle du financement représentée comme un pourcentage de la part équitable (%) *	Ecart entre la part actuelle et la part équitable, \$m
Australie	0.54	1.80	3.96	0.06	1.61	3.89
Autriche	0.26	0.87	1.92	-	-	1.92
Belgique	0.32	1.07	2.36	10.72	454.05	-8.36
Canada	0.91	3.01	6.62	10.95	165.23	-4.32
Danemark	0.22	0.73	1.60	0.62	38.63	0.98
Finlande	0.17	0.57	1.25	1.62	129.40	-0.37
France	1.86	6.18	13.60	2.08	15.27	11.52
Allemagne	2.49	8.28	18.21	6.31	34.65	11.90
Grèce	0.18	0.61	1.35	-	-	1.35
Irlande	0.14	0.46	1.01	2.77	274.46	-1.76
Italie	1.50	5.00	11.00	3.25	29.55	7.75
Japon	4.75	15.79	34.74	2.21	6.35	32.54
Luxembourg	0.03	0.08	0.19	-	-	0.19
Pays-Bas	0.52	1.71	3.77	7.85	208.28	-4.08
Nouvelle-Zélande	0.08	0.27	0.60	0.18	29.47	0.43
Norvège	0.24	0.79	1.74	4.42	253.70	-2.68
Portugal	0.15	0.50	1.10	-	-	1.10
Espagne	0.88	2.91	6.41	4.17	65.12	2.23
Suède	0.32	1.07	2.35	8.05	342.48	-5.70
Suisse	0.36	1.18	2.60	1.68	64.48	0.93
Royaume Uni	2.02	6.70	14.75	5.65	38.30	9.10
Etats-Unis	12.15	40.40	88.88	39.77	44.75	49.11
	30.08	100	220			

* La colonne 5 établit une comparaison entre les contributions actuelles des donateurs, et les contributions qu'ils devraient donner en fonction de leur revenu national brut. Plus le chiffre est élevé (sous forme de pourcentage), plus le donateur est généreux. Si l'on devait faire le classement des donateurs en fonction de leur générosité à financer l'appel de 220 millions de dollars en 2005, l'ordre serait le suivant avec les plus généreux en premier : la Belgique, la Suède, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, le Canada, la Finlande, l'Espagne, la Suisse, les Etats-Unis, le Danemark, le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la France, le Japon, l'Australie, et les derniers ex-æquo l'Autriche/la Grèce/le Luxembourg/le Portugal.

Notes

¹ International Rescue Committee (IRC) (2006) 'Mortality in the Democratic Republic of Congo: a Nationwide Survey', *The Lancet*, Vol. 367, Numéro 9504, 7 janvier 2006, pp44-51, disponible à www.thelancet.com

² OCHA RDC, Section des Déplacements Internes (Octobre 2005).

³ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (2004) 'The State of Food Insecurity in the World'.

⁴ Médecins Sans Frontières (octobre 2005) 'Access to Healthcare, Mortality and Violence in Democratic Republic of the Congo', p.4.

⁵ Sénat Belge, 'Rapport sur l'Exploitation des Richesses en République Démocratique du Congo', février 2003.

© Oxfam International février 2006

Ce rapport a été rédigé par Eva Smets. Oxfam remercie Jamie Balfour-Paul pour son assistance dans sa réalisation. Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complet de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Oxfam International est une confédération de 12 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux agences listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur: www.oxfam.org/fr.

Bureaux de Plaidoyer d'Oxfam International:

Washington: 1100 15th St. NW, Ste. 600, Washington, DC 20005, USA

Tel: +1.202.496.1170. E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

Brussels: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium

Tel: +322.502.0391. E-mail: luis.morago@oxfaminternational.org

Geneva: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland

Tel: +41.22.321.2371. E-mail: celine.charveriat@oxfaminternational.org

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA

Tel: +1.212.687.2091. E-mail: nicola.reindorp@oxfaminternational.org

Tokyo: Oxfam Japan, Maruko-Bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel/Fax: +81.3.3834.1556. E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

<p>Oxfam America 26 West St. Boston, MA 02111-1206 USA Tel: +1.617.482.1211 E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre 28 Marble Road, North Point Hong Kong Tel: +852.2520.2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australia 156 George St. Fitzroy, Victoria 3065 Australia Tel: +61.3.9289.9444 E-mail: enquire@caa.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Spain) Roger de Llúria 15 08010, Barcelona Spain Tel: +34.902.330.331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60 1080 Brussels Belgium Tel: +32.2.501.6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfam.be</p>	<p>Oxfam Ireland <u>Dublin Office</u>, 9 Burgh Quay, Dublin 2 Ireland, Tel: +353.1.672.7662 <u>Belfast Office</u>, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK, Tel: +44.28.9023.0220 E-mail: communications@oxfam.ie www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400 Ottawa, Ontario, K1R 6K7 Canada Tel: +1.613.237.5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357 Auckland 1032 New Zealand Tel: +64.9.355.6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a 10405 Berlin Germany Tel: +49.30.428.50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Novib Oxfam Netherlands Mauritskade 9, Postbus 30919 2500 GX, The Hague The Netherlands Tel: +31.70.342.1621 E-mail: info@novib.nl www.novib.nl</p>
<p>Oxfam Great Britain Oxfam House, John Smith Drive Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44.(0)1865.473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200 Montréal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1.514.937.1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>